

## Au G20 : des vœux pieux, des rabibochages, mais pas d'annonce significative sur le climat

PAR FABIEN ESCALONA  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 1 NOVEMBRE 2021

Le forum des pays développés et émergents les plus riches de la planète s'est tenu en amont de l'ouverture de négociations climatiques onusiennes à Glasgow. Les engagements en la matière ont été réduits au minimum. La seule annonce notable a été fiscale, à travers l'approbation d'une taxation minimale des multinationales.



Les chefs d'État et de gouvernement du G20 devant la fontaine de Trevi à Rome, le 31 octobre. © Eyepress News via AFP

Le sommet du G20, qui se tenait ce week-end à Rome, au centre de congrès La Nuvola, vient de se conclure. Les chefs d'État et de gouvernement s'y sont réunis sous la présidence italienne du président du Conseil Mario Draghi. L'absence physique de deux d'entre eux a cependant empêché une photo de famille au complet : celles de Vladimir Poutine, le président russe, et de son homologue chinois Xi Jinping.

Ce dernier n'est pas sorti de son pays depuis 21 mois, **rappellent les correspondants du New York Times**, qui y voient la traduction d'une évolution diplomatique davantage nationaliste, moins soucieuse de coopération internationale.

Le forum, qui comprend 19 États membres et l'Union européenne, rassemble les pays les plus riches de la planète. Ceux-ci abritent les deux tiers de l'humanité mais représentent 80 % du produit intérieur brut mondial. Depuis les années 2000, le G20 est censé concourir à la stabilité financière internationale, à

travers un dialogue entre les économies les plus développées et les économies dites « émergentes », lesquelles étaient exclues du **G7** fondé en 1975.



Les chefs d'État et de gouvernement du G20 devant la fontaine de Trevi à Rome, le 31 octobre. © Eyepress News via AFP

Les réunions de cette instance, hétérogène et encore informelle, sont plus largement l'occasion d'échanger sur les interdépendances propres à l'ordre mondial contemporain. À cet égard, trois grands sujets étaient au menu du sommet.

L'enjeu de la lutte contre le dérèglement climatique en faisait partie, alors que la COP26 **s'est ouverte ce dimanche à Glasgow** (Écosse), dans un cadre onusien plus formel. En amont, plusieurs publications alarmantes ont donné une idée des transformations requises pour éviter les pires scénarios écologiques, mais ont également renseigné sur les hypocrisies et le retard accumulé par les dirigeants mondiaux en la matière.

Mardi 26 octobre, le Programme des Nations unies pour l'environnement a notamment diffusé son bilan climatique annuel. Ses rédacteurs estiment que les efforts annoncés de réduction des émissions de gaz à effet de serre devraient être multipliés par quatre pour espérer limiter à 2°C l'augmentation de la température mondiale par rapport à l'ère industrielle.

« *Nous ne devons pas laisser à ceux qui viendront après nous une planète en proie à des conflits, dont les ressources ont été gaspillées, dont l'écosystème a été compromis* », a exhorté samedi soir le président italien Sergio Mattarella, au cours d'un dîner organisé au palais du Quirinal. Las, les participants du G20 réunis à cette occasion ont eux-mêmes contribué à envoyer des signaux décourageants ces derniers jours.

L'Australie, représentée par son premier ministre Scott Morrison, a annoncé une neutralité carbone pour 2050, mais **sans trajectoire sérieuse** pour y parvenir, en affirmant même que l'objectif « *n'arrêtera pas [sa] production de charbon ou de gaz, ni [ses] exportations* ». La Chine, qui a **déposé sa contribution** à la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, a rendu une copie considérée comme insuffisante au regard des impératifs globaux, et en très faible progrès par rapport à 2015.

Les États-Unis, relevait avec consternation l'historien Adam Tooze **dans le Guardian**, n'ont guère de leçon à donner : non seulement les mesures prévues par Biden en interne ont vu leur portée se réduire après leur passage au Congrès, mais son administration est allée jusqu'à demander aux pays producteurs de pétrole de relancer davantage leur production, afin de détendre les prix.

Et si le Français Emmanuel Macron se révèle toujours prompt à verser dans une prose volontariste sur la scène internationale (comme l'illustre ci-dessous son tweet envoyé depuis Rome), l'insuffisance de son action climatique a motivé une double condamnation de l'État par la justice (le 1<sup>er</sup> juillet par le Conseil d'État, puis le 14 octobre par le tribunal administratif de Paris).

« *Prions pour que le cri de la terre et le cri des pauvres soient entendus* », a lancé le pape depuis la capitale italienne ce dimanche. Pour l'instant, ce cri ne rencontre qu'un silence assourdissant. Dans le projet de communiqué final du G20, aucun progrès substantiel n'est en effet repérable. Les pays membres conviennent du fait que l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 degrés « *nécessitera des actions et des engagements significatifs et efficaces de tous les pays* », mais ce n'est là qu'une formule rhétorique. D'ailleurs, les vœux pieux émis sur le sujet **n'ont pas empêché la progression continue** des émissions.

Afin de ménager les pays évoquant plus volontiers 2060 que 2050, l'objectif de la neutralité carbone a été annoncé « *d'ici, ou autour de la moitié du siècle* ». Seule la fin des subventions « *inefficaces* » aux énergies fossiles est évoquée, sans véritable calendrier,

et en mentionnant la promesse déjà faite par le même G20 en... 2009, il y a onze ans. À l'instar de la Chine qui en a récemment pris l'engagement, les participants ont également annoncé la fin de toute subvention à des projets de centrales électriques au charbon à l'étranger, mais pour ne rien dire des projets poursuivis sur le plan domestique.

En tout état de cause, évoquer la limitation du réchauffement climatique sans s'interroger sur le mode de production qui le sous-tend apparaît **de plus en plus surréaliste** – et la COP ne devrait pas échapper à cet écueil.

### L'enjeu du Covid-19

La pandémie de Covid-19 était un autre enjeu phare du sommet de Rome. C'est notamment la diffusion de la vaccination auprès des populations et des États les plus pauvres qui a été au cœur des échanges. Dans le communiqué final, les États membres annoncent des « *mesures pour aider à renforcer la fourniture de vaccins et de produits médicaux de base dans les pays en développement* ». Par ailleurs, 100 milliards de dollars devraient être réservés aux plus vulnérables d'entre eux, sur le montant global de 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) émis par le Fonds monétaire international.

Début septembre, les ministres de la santé du G20 avaient déjà signé le « **Pacte de Rome** ». Cette déclaration commune affiche un objectif d'accès plus équitable au vaccin, afin que celui-ci « *soit le droit de tous et non le privilège de quelques-uns* », selon les mots du ministre italien Roberto Speranza. Elle reprend l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 40 % de vaccination de la population mondiale d'ici à la fin de l'année.

À l'ouverture du G20 ce samedi, Mario Draghi a estimé que cet objectif était « *très proche* », et que « *maintenant nous devons faire ce que nous pouvons pour atteindre les 70 % d'ici la mi-2022* ». La crédibilité et les moyens d'honorer cette promesse font toutefois l'objet de doutes et de critiques. Samedi 29 octobre, *Le Figaro* publiait **une tribune** de dirigeants de Covax, un mécanisme multilatéral de distribution solidaire de vaccins lancé durant l'été 2020. « *Dans les*

*pays à revenu moyen inférieur, relèvent-ils, seuls 35 % de la population ont été protégés par au moins une injection de vaccin, un chiffre qui tombe à moins de 3 % dans les pays classés comme pays à faible revenu par la Banque mondiale. »*

### Égoïsme sanitaire

Le comportement des membres du G20 n'a pas été pour rien dans les difficultés du programme. Celui-ci s'est révélé bien impuissant dans une « arène géopolitique clairement dominée par les pays où les fabricants de vaccins sont établis », ainsi que le détaille la chercheuse de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) Magali Chelpiden Hamer, **dans une note** doutant ouvertement de l'intérêt de pérenniser Covax.

*« Le mécanisme n'a pas été créé pour centraliser et répartir les dons de vaccins venant des pays riches »,* déplorent ses responsables, qui demandent par conséquent à ces États de *« laisser leur place dans les lignes de production des vaccins, afin que les doses parviennent immédiatement aux pays qui en ont le plus besoin ».*

*« La stratégie des pays riches est consternante : ils se servent d'abord et voient ensuite ce dont les pays pauvres ont besoin, sans aucun plan. Ce n'est pas une stratégie de santé mondiale »,* confirmait l'activiste Pauline Londeix en mai dernier **dans les colonnes de Mediapart**, tout en défendant la levée des brevets sur la fabrication des vaccins contre le Covid-19. Cette proposition a encore été soutenue, à la mi-septembre, par **une lettre ouverte** publiée dans le *Spiegel* par 148 anciens chefs d'État et de prix Nobel. Mais ce levier n'a toujours pas été activé, notamment en raison de la résistance de l'Union européenne.

La fin des brevets faisait également partie des mots d'ordre des mobilisations anti-G20 qui ont eu lieu dans la capitale, en dépit d'un dispositif de maintien de l'ordre extrêmement serré (**20 ans après** que dans le même pays, à Gênes, la police eut dispersé dans le sang le contre-sommet du G8).

À distance du site du congrès, au cœur d'une zone de 10 kilomètres carrés interdite d'accès, quelques milliers de militants écologistes et altermondialistes ont ainsi défilé dans le calme, sous le slogan « *Vous le G20, nous le futur* ».



Manifestants anti-G20 défilant à Rome le 30 octobre. © Andrea Ronchini / Nur Photo / AFP

Mais c'est surtout le thème de la relance économique et de la fiscalité qui aura suscité les gros titres de la presse internationale. Dès samedi, le G20 annonçait en effet un accord fiscal « historique » visant à soumettre les firmes multinationales à une taxe minimum mondiale de 15% de leurs profits. Le dispositif « mettra un terme à la course au moins-disant en matière d'imposition des sociétés », s'est réjouie la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen dans un communiqué, tandis que le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, a vanté « une véritable révolution fiscale, au service de la justice et de l'efficacité économique ».

Les États sont censés récolter un surplus annuel de recettes de 150 milliards de dollars grâce à la mesure, qui avait déjà fait l'objet d'un accord de plus de 130 pays le 8 octobre dernier, sous les auspices de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). Comme l'expliquait alors Martine Orange **dans Mediapart**, une fois en vigueur, le projet permettrait certes d'en finir avec les paradis fiscaux aux pratiques les plus éhontées (comme les Bermudes ou les îles Vierges), mais pas avec l'ensemble des pratiques d'évasion fiscale (rebaptisées pudiquement « optimisation ») offertes par d'autres États.

L'accord du G20 n'ajoute aucune force juridique à l'accord déjà trouvé. Il lui confère cependant, nous explique l'économiste Maxime Combes, « un caractère solennel, parce que le G20 représente l'essentiel de l'économie mondiale, et parce qu'il

*n'existe pas d'institutions internationales onusiennes dans le cadre desquelles négocier un tel texte* ». Autrement dit, après sa mise au point « technique » lors des précédents mois, le sommet du G20 en propose une validation « politique ».

Sa transposition en droit nécessitera, en revanche, des lois, directives et conventions qui sont encore à négocier. « *C'est pourquoi les États se donnent quasiment deux ans pour une entrée en vigueur* », affirme Maxime Combes, qui prévient que « *tout peut dérailler si le Congrès américain disait "non" à un moment ou un autre* ».

### **Une occasion d'activisme « indo-pacifique » pour la France**

L'occasion de ce sommet a par ailleurs été saisie par le président français pour rebondir après le **camouflet subi de la part de l'Australie** à la mi-septembre. Celle-ci avait annulé un mégacontrat consistant en l'achat de sous-marins français, au profit d'une commande alternative faite aux États-Unis, dans le cadre d'une alliance tripartite (avec le Royaume-Uni) baptisée AUKUS.

Après diverses reprises de contact au fil des dernières semaines, Emmanuel Macron a reçu Joe Biden en personne à la Villa Bonaparte, ambassade de France auprès du Vatican, la veille du démarrage des travaux du G20. Le président états-unien a admis que « *ce que [les États-Unis ont] fait était maladroit et n'a pas été fait avec beaucoup d'élégance* ».

« *Nous avons clarifié ce que nous avons à clarifier* », a considéré Emmanuel Macron, qui attend désormais en échange un soutien des États-Unis sur le terrain au Sahel, ainsi que des avancées de « *l'Europe de la défense* »—un dossier tenant à cœur aux Français, qui assureront la présidence tournante de l'Union européenne lors du premier semestre 2022.

À Rome, le chef de l'État français s'est également entretenu avec d'autres puissances de la vaste région de l'«**Indo-Pacifique** » dans laquelle la France entend bien défendre ses intérêts et sa vision « *libre et ouverte* ». Une rencontre a ainsi eu lieu **avec Narendra Modi**, premier ministre indien, ainsi qu'avec des représentants **de la Corée du Sud**.

Après un entretien avec le président indonésien Joko Widodo, « *un véritable partenariat stratégique* » a également été annoncé. Le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian doit d'ailleurs prochainement se rendre à Jakarta, tandis que l'Indonésie présidera le G20 l'an prochain.

Le contenu d'un tel partenariat reste à préciser. En réalité, nous rappelle Delphine Allès, professeure en science politique à l'Inalco, des coopérations existent déjà depuis 2011, lorsqu'une visite de François Fillon, alors premier ministre de Nicolas Sarkozy, avait clos une phase d'abandon relatif des relations franco-indonésiennes. François Hollande s'était ensuite rendu en personne dans l'archipel en 2017. « *Pour le moment, les déclarations se contentent d'approfondir l'existant, qu'il s'agisse de la promesse indonésienne d'acheter des avions Rafale ou de la volonté d'actions communes contre le changement climatique.* »

En l'occurrence, l'affichage valait autant que la substance des discussions. « *L'enjeu, pour Emmanuel Macron, est de montrer que la France continue à avoir des relations stratégiques de haut niveau dans l'Indo-Pacifique, en dépit de la trahison australienne, analyse Delphine Allès. Les États concernés ont eux-mêmes un discours non aligné remis au goût du jour, au sens où ils ne souhaitent pas de partenariats bilatéraux exclusifs. Mais dans le cas indonésien, cela veut aussi dire, par rapport aux Français, que le pays ne contractera pas d'alliance militaire privilégiée, ni ne voudra de présence militaire continue dans ses eaux territoriales.* »

Le rapprochement ostentatoire avec l'Indonésie revêt une autre rationalité. Alors que le fiasco australien a illustré la fragilité des partenariats peu institutionnalisés et des regroupements flous, il semble plus sûr d'en passer par des institutions multilatérales plus formelles. C'est le cas de l'Asean dans la région, dont la conception de l'Indo-Pacifique est proche de celle de la France. « *Notre pays n'est pas forcément attendu par ces instances, remarque Delphine Allès. Mais l'Asean évolue par l'intermédiaire d'États membres entrepreneurs de normes, et pour l'Indo-Pacifique c'est l'Indonésie qui joue ce rôle.* »

## Différend franco-britannique

Beaucoup moins de choses ont filtré de la rencontre entre Emmanuel Macron et Boris Johnson, soustraite au regard de la presse. Avec le premier ministre britannique, les différends vont bien au-delà de l'Indo-Pacifique. Peu avant le G20, la crise entre les deux pays s'est en effet aiguisée **sur la question de la pêche**. Paris accuse Londres de ne pas respecter les accords post-Brexit en la matière (trop peu de licences auraient été accordées aux pêcheurs français), et menace de rétorsions généralisées, après avoir dérouté des navires britanniques en milieu de semaine.

À Rome, Boris Johnson a émis l'hypothèse d'activer un recours juridique devant l'Union européenne pour régler le conflit. Puis, après l'échange avec le président français, son porte-parole a affirmé que c'était au gouvernement français d'avancer « *des propositions pour une désescalade par rapport aux menaces [...] formulées* ». Du côté de la présidence française, la tonalité était **quelque peu différente**, puisque l'on considérait que « *la balle [était] désormais dans le camp de Boris Johnson* ».

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.